# PROJET D'APPEL POUR LA PAIX

**Proposé par le Mouvement de la paix aux participants du FSM de Cotonou (4 au 6 aout 2026)**

Réunis à Cotonou, au Bénin, à l'occasion du Forum social mondial 2026, nous appelons les citoyennes et les citoyens, les mouvements sociaux, les organisations syndicales, associatives, féministes, écologistes, antiracistes, antifascistes, anticolonialistes, pacifistes, culturelles, humanistes et politiques à unir leurs forces et à multiplier les initiatives pour faire entendre l'immense aspiration des peuples à vivre en paix.

## L'humanité se trouve à un point de bascule

La situation internationale est d'une extrême gravité. Les guerres s'étendent et frappent en premier lieu les populations civiles. Les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité et les risques de génocide se multiplient. Le droit international et la Charte des Nations Unies sont trop souvent bafoués. Des centaines de millions de personnes souffrent de la faim, tandis que la pauvreté, les inégalités, les déplacements forcés et les catastrophes climatiques s'aggravent.

Dans le même temps, les dépenses militaires mondiales ont atteint le niveau record de 2 887 milliards de dollars en 2025. Le commerce des armes prospère, les arsenaux nucléaires sont modernisés et les mécanismes de maîtrise des armements nucléaires sont fragilisés. Les États dotés de l'arme nucléaire ne respectent pas leurs obligations en matière de désarmement nucléaire, alors que le risque d'utilisation de ces armes ne peut plus être ignoré.

Cette fuite en avant guerrière accompagne une concentration sans précédent des richesses et des pouvoirs. Une infime minorité accumule des fortunes considérables tandis que des milliards d'êtres humains voient leurs conditions de vie se dégrader. De puissantes multinationales de la finance, de la technologie, de la communication, de l'armement et de l'énergie imposent de plus en plus leurs intérêts aux peuples et parfois aux États eux-mêmes

Ces oligarchies économiques et financières contrôlent une part croissante des ressources, des technologies, des moyens d'information et de communication. Elles échappent trop souvent au contrôle démocratique, parlementaire, judiciaire et syndical. Elles font prévaloir la recherche du profit maximum sur la satisfaction des besoins humains, la protection de la planète, les droits sociaux et la paix.

Nous refusons que quelques pôles de richesse et de pouvoir voir quelques dizaines de personnes décident de l'avenir de l'humanité.
Nous refusons que le monde soit soumis à la loi du plus fort, aux logiques impérialistes, aux dominations coloniales, à la marchandisation de toutes les activités humaines et à la militarisation des économies et des esprits.

## Deux voies s'opposent

Face à cette situation, nous sommes à un possible point de bascule. Deux voies s'opposent.
**La première** conduirait, sous la domination des multinationales de la technologie, de la communication, de la finance et de l'armement, à l'aggravation des catastrophes écologiques et sociales, des injustices, des discriminations, du racisme et du chômage. Elle conduirait à la guerre de tous contre tous, à l'affaiblissement des droits sociaux et démocratiques, ainsi qu'au développement de gouvernements autoritaires et d'idéologies d'extrême droite et fascisantes.

**La seconde** repose sur la mobilisation des peuples et des opinions publiques, sur le rassemblement de celles et ceux qui luttent pour la paix, la justice, les droits humains, l'égalité et la démocratie.
**L'espoir réside dans notre capacité, à nous les peuple, à agir ensemble,** dans les quartiers, les villages, les lieux de travail et les institutions, comme à l'échelle mondiale, pour être entendus, reprendre en main notre avenir et construire un autre monde.
Cela exige une véritable insurrection mondiale des consciences et une mobilisation en faveur d'une sécurité humaine — alimentaire, sanitaire, climatique, économique, sociale et culturelle — fondée sur la Charte des Nations Unies, les Objectifs de développement durable, la culture de la paix, les textes fondamentaux sur tous les droits humains ; la mise en œuvre de l'article 6 du TNP ( Traité de Non-Prolifération nucléaire et du TIAN (Traité sur l'interdiction des armes nucléaires ) et les recommandations des scientifiques du GIEC.

## La paix exige la justice et le respect du droit

**La guerre constitue toujours un échec**. Elle détruit des vies, déplace des populations, aggrave les inégalités, nourrit les haines et multiplie les violations des droits humains. Elle détourne des ressources considérables qui devraient être consacrées à l'emploi, aux salaires, à la santé, à l'éducation, au logement, aux services publics, à la lutte contre la faim et à la transition écologique.
Nous refusons que les droits sociaux, les libertés, la dignité humaine, la sécurité des peuples et l'avenir des générations futures soient sacrifiés aux logiques de guerre, de domination et de militarisation.
**Le droit international et le multilatéralisme doivent primer sur la force.** La prévention des conflits, le dialogue, la diplomatie et les solutions politiques négociées doivent prévaloir sur la violence et la guerre.

**Une paix juste et durable exige :** — le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international — la réalisation de tous les droits humains — la justice sociale et l'égalité entre les femmes et les hommes — la justice climatique et écologique — le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes — la lutte contre le racisme, le colonialisme, les discriminations et toutes les formes de domination — le combat contre les idéologies fascisantes et d'extrême droite — le désarmement, notamment nucléaire — la coopération, la solidarité et la fraternité entre les peuples.

## Construire une sécurité humaine commune

**La sécurité ne peut pas être seulement militaire**. L'accumulation des armes et l'augmentation continuelle des budgets militaires ne garantissent pas la sécurité des peuples. Elles entretiennent au contraire la méfiance, les tensions, les affrontements et la préparation de nouvelles guerres.
**La véritable sécurité doit être humaine, collective et commune**. Elle doit permettre à chaque être humain de se nourrir, de se soigner, de se loger, de s'instruire, de travailler dignement et de vivre dans un environnement préservé.
Elle doit reposer sur la satisfaction des besoins fondamentaux, la participation démocratique des populations, la réalisation des Objectifs de développement durable, la mise en œuvre des huit domaines d'action de la culture de la paix définis par les Nations Unies et l'application des recommandations scientifiques destinées à lutter contre le dérèglement climatique.
Nous appelons à replacer l'économie, la finance, les technologies, les moyens de communication et les ressources de la planète sous le contrôle démocratique des peuples et au service de l'intérêt général, et non du profit maximum de quelques-uns.
Nous devons passer d'une culture de l'ennemi, fondée sur la peur, l'affrontement et la domination, à une culture de la paix et de la non-violence, du dialogue, de la solidarité et de la coopération.

## . Faisons entendre la voix des peuples, nos voix !

L'espoir réside dans la capacité de nous les peuples, des mouvements sociaux, des organisations citoyennes à s'unir et à agir. Rien ne changera sans une immense mobilisation des consciences à l'échelle mondiale

**Du 21 septembre 2026, Journée internationale de la paix, au 26 septembre 2026, Journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires**, nous appelons à organiser partout dans le monde des marches, des rassemblements, des débats, des forums citoyens, des concerts, des expositions, des rencontres avec les élus et des initiatives dans les quartiers, les villages, les entreprises, les lieux de travail, les écoles et les universités.
Chaque initiative compte. Chaque action compte. Chaque prise de parole dans l'espace public contribue à briser la résignation et à construire une culture de paix et de la non-violence.

**Nous appelons à avoir un autre temps fort de mobilisations mondiales le10 décembre 2026**, **Journée internationale des droits humains,** en organisant partout où cela sera possible des assemblées populaires et citoyennes pour la paix, les droits humains et la sécurité humaine.
Un autre monde est possible, mais il ne pourra être construit que par l'action consciente, organisée et commune des peuples.

**Pour la paix : stop aux guerres, aux violences, à la misère aux dominations, aux discriminations**

**Ensemble, agissons pour un monde de justice, de solidarité, de coopération, de fraternité, et de paix.**
**Marchons, débattons, rassemblons-nous et agissons !**

---